



## **NEWSLETTER SUR LA COOPERATION MONDIALE**

**Mars 2013**

**Dans ce numéro :**

- **La crise sociale et politique en Espagne**
- **Quand les esprits se rencontrent, les coeurs aussi? L'UNICEF et la Banque Mondiale trouvent un terrain d'entente sur la protection sociale**
- **Les médias sociaux et l'engagement civique**
- **Ressources et liens utiles**

**Article du mois : La crise politique et sociale en Espagne**

**Íñigo Errejón, doctorant**



Íñigo Errejón possède un doctorat en Sciences Politiques et est chercheur à l'Université Complutense de Madrid. Il a également été professeur invité à plusieurs universités européennes et américaines. Ses domaines de spécialisation comprennent l'analyse discursive, les systèmes politiques et les processus de changements sociaux. Son adresse e-mail est la suivante: [ierrejon@cps.ucm.es](mailto:ierrejon@cps.ucm.es)

Alors que j'achève l'écriture de cet article, Chypre – un petit pays méditerranéen situé à la périphérie de l'Europe- voit son économie s'effondrer et a déjà entamé des négociations avec l'UE et le FMI sur un plan de sauvetage de ses banques, après que son Parlement a rejeté la première proposition draconienne. Suivant les traces de l'effondrement économique de la Grèce survenu il y a quelque temps déjà, Chypre apparaît être une

nouvelle manifestation des conséquences dramatiques de la gestion néolibérale de la crise économique par les puissantes institutions financières à dimension transnationale. Bien qu'elle n'ait pas atteint le niveau dramatique que l'on constate en ce moment-même à Chypre, la situation socio-économique de l'Espagne ne fait qu'empirer avec le temps et les événements se développent à une grande vitesse et de manière imprévisible.

Depuis l'effondrement des finances mondiales à l'été 2008, l'économie espagnole a connu des turbulences financières, ce qui a eu pour conséquence de placer le pays en situation de récession, ce que l'on appelle plus officiellement, une « croissance négative ». Cette situation est aggravée par les mesures d'austérité néolibérales orthodoxes qui ont été imposées en vertu du mandat des institutions financières européennes et internationales - la « Troïka » composée du Fonds Monétaire International, de la Commission Européenne et de la Banque Centrale Européenne, on notera que le vote populaire n'accorde de pouvoir politique à aucune de ces institutions-, par des gouvernements espagnols successifs issus des principaux partis politiques, aussi bien du centre-gauche (PSOE, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) que du centre-droit (PP, le Parti Populaire). Ces partis ont su réformer la Constitution de manière à accorder la priorité au remboursement de la dette avant toute autre dépense publique, y compris les services sociaux. Dans le cadre de la crise européenne en cours, les faiblesses extrêmes du modèle socio-économique espagnol sont devenues évidentes. Ses traits caractéristiques sont les suivants : un État providence fragile et très limité qui souffre du manque d'aptitude de l'État à collecter et redistribuer les ressources fiscales et qui, au contraire, compte sur l'aide européenne ; une culture de consommation de masse qui repose principalement sur l'usage du crédit à la consommation et sur l'effet fictif du soutien aux familles plutôt que sur les réseaux d'assistance publique ; un modèle de développement qui s'est concentré, après l'effondrement de la base industrielle, sur des secteurs économiques qui n'ont produit que peu de plus-value, tels le tourisme, la spéculation financière et les investissements immobiliers, avec pour résultat une grande instabilité. Pour couronner le tout, on trouve une élite économique nationale qui a cherché à s'enrichir en particulier grâce à la réduction des réglementations environnementales et des coûts du travail ; cela passe par le recours à une main-d'œuvre immigrée bon marché et par la gestion des concessions publiques et des activités spéculatives, le but étant des profits à courts termes. Toutes les causes énumérées ci-dessus ont créé un système dont la capacité à mettre en place une régulation efficace de l'économie nationale est limitée ; ce système demeure très vulnérable aux turbulences spéculatives internationales. En outre, les élites dominantes ont, dès les premiers signes de difficultés économiques, tenté de faire assumer les coûts des réformes aux ouvriers salariés et aux petites entreprises. Les élites avaient alors en tête le démantèlement des services publics et la création de nouvelles opportunités économiques, rendues possibles par des privatisations et par la commercialisation de secteurs qui appartenaient auparavant à l'État ou qui fournissaient des services publics comme l'éducation ou la gestion des eaux.

De telles mesures, sorties du contexte de l'arsenal de l'orthodoxie néolibérale, ont abouti à des réductions des dépenses sociales et à des augmentations des taxes indirectes (qui sont connues pour être les plus régressives). Ces mesures ont eu un impact social dramatique : on constate une hausse du chômage et une large augmentation des emplois intérimaires et à temps partiel, ce qui repousse les seuils de pauvreté et conduit à une polarisation croissante de la société. Le déclin des revenus a touché la plupart de la

population-les consommateurs ont vu leurs dépenses chuter-et il a eu un effet aggravant sur la situation économique déjà morose. S'ajoutent à cela les politiques néolibérales qui ont encore plus affaibli l'État providence espagnol déjà faible, surtout en termes d'aide au chômage, de services de santé publique et d'éducation, et de retraites universelles aux personnes âgées. De manière générale, le programme d'ajustement imposé par les institutions sans un mandat électoral accordé par les citoyens espagnols a eu un effet comparable aux programmes instaurés en Amérique Latine dans les années 1980 et 1990: une spirale de récession, une pauvreté grandissante et une hausse des tensions sociales. Cette période est aujourd'hui connue sous le nom de « décennie perdue », une situation qui caractérise désormais les pays périphériques d'Europe du Sud.

L'effet de ces mesures a été un abandon de facto du contrat social établi en 1978 après le renversement de la dictature de Franco, l'adoption de la Constitution et la transition vers la démocratie. Le contrat social avait suscité un large consensus social et assuré une stabilité politique pendant plus de 30 ans- à l'exception peut-être des tensions régionales toujours existantes qui s'expliquent par la complexité ethnique inhérente à l'État espagnol. Aujourd'hui, cependant, le contrat social est en train de se rompre sous l'effet de la délégitimation des élites politiques au pouvoir, de l'appauvrissement à grande échelle, de l'atteinte aux droits sociaux et de l'absence de perspectives pour une autre génération d'Espagnols. Aux yeux de ces derniers, les droits ancrés dans la Constitution ne sont plus que de simples formalités sans réelle application, alors même qu'ils voient leurs chances de réussite dans la vie limitées, voire réduites à néant.

De nombreux jeunes, peut-être la génération la mieux éduquée de l'histoire d'Espagne, sont tout à fait conscients de l'énorme fossé qui existe entre leurs attentes et une réalité déjà bien ancrée qui se caractérise par la nécessité de s'adapter à l'incertitude sociale largement répandue ou à la prise en compte de l'émigration. On a là affaire à la première génération, depuis un siècle, pour laquelle, même en l'absence d'effets négatifs causés par un conflit militaire à large échelle, il est très clair qu'elle sera difficilement en mesure d'atteindre le niveau matériel de bien-être de la génération précédente, celle des parents. Le système de protection sociale déjà limité se trouve à présent réduit à un minimum (réductions budgétaires pour les bourses des lycées ou universités, nouvelles barrières introduites pour recevoir des allocations au chômage et fin des subventions au loyer ou des programmes d'achat de maisons pour les jeunes). Le résultat immédiat des politiques mentionnées ci-dessus a été de renforcer le traditionnel « modèle du Sud »: bien souvent, les familles restent la principale entité pour garantir protection et sécurité à leurs membres. En pratique, la génération « adulte » d'âge moyen et ses salaires et conditions de travail plus stables, tout comme les retraités et la pension qu'ils touchent, ont entretenu la génération suivante, plus jeune, qui s'apprête à intégrer le marché du travail avec grande difficulté. Cette théorie s'appuie sur des données concernant l'emploi des jeunes et la qualité de l'emploi, ce qui illustre le fait que la jeunesse connaisse une grande précarité des conditions de travail, conditions durables uniquement parce que les jeunes continuent de recevoir un soutien additionnel au revenu de la part de leur famille. Des mesures telles la promotion de l'accès au logement, à l'éducation et à l'aide au revenu pour les jeunes, ainsi que l'introduction d'un revenu de base pour les étudiants, les chômeurs et les pauvres donneraient une véritable signification à certains des droits sociaux fixés dans la Constitution espagnole, rendant ainsi également possible pour les jeunes le plein exercice d'une citoyenneté active, bien que, si l'on prend en compte l'âge,

ils ne constituent qu'une minorité dans la société. Mais de telles mesures requerraient une politique publique de redistribution téméraire et robuste, chose qui manque et qui engendrerait des changements progressifs dans le ratio entre le revenu touché par les ouvriers et celui acquis par le capital, des changements qui se trouvent très loin des idées prônées par les grands partis et pour lesquels le dogme actuel d'austérité laisse peu de marge de manoeuvre politique ou fiscale.

La situation décrite a un impact politique très important en termes de perte de confiance dans les acteurs principaux du système politique qui sont de plus en plus perçus, ce que même les sondages des institutions officielles montrent, comme étant tous reliés entre eux et comme servant non pas l'intérêt public mais bien le pouvoir de groupes économiques dominants.

Le fossé grandissant entre les électeurs et leurs représentants, qui survient au coeur du blocage des chaînes institutionnelles qui avaient parlé des revendications sociales au gouvernement et avaient suivi un programme d'ajustement très impopulaire, a eu pour conséquence l'aggravation du conflit politique ; celui-ci prend la forme d'une alliance entre les organisations syndicales traditionnelles et l'émergence de plusieurs nouveaux acteurs au sein de la collectivité, comme le mouvement que l'on appelle les « indignados », les « courants » massifs en faveur de la défense des services publics (l'éducation, la santé, etc.) et les groupes protestant contre l'expulsion des familles (s'élevant à environ 500 expulsions par semaine, privant des familles de foyer, on dénombre 46 000 familles sans foyer à ce jour) qui n'ont pas les moyens de payer leurs hypothèques et qui ont perdu leur maison au profit de la banque, tandis qu'elles ont toujours obligation de rembourser la dette . Ces manifestations, bien qu'elles n'aient qu'un impact indirect sur le système politique espagnol, génèrent une politisation massive des problèmes quotidiens d'une majorité pauvre, des problèmes qui, auparavant, étaient expérimentés comme des contraintes personnelles mais qui, aujourd'hui, s'ajoutent au mécontentement grandissant à travers un large spectre idéologique et social.

Le programme d'austérité laisse également peu de marge au gouvernement pour que ce dernier réponde à certaines des revendications sociales les plus répandues et les plus urgentes. La profonde corruption parmi les grands partis politiques et la couronne a conduit au discrédit de ces derniers, avec en parallèle des attitudes oscillant entre peur, cynisme et outrage, et ce, même parmi les secteurs moins politisés de la société.

Il s'agit certes d'une situation sociale dramatique mais qui reste exposée à d'autres évolutions politiques, sans précédent et impensables il y a tout juste trois ans. Parmi toutes ces évolutions, la moins probable est celle où le statu quo perdure sans entraîner aucune modification des politiques. L'Espagne connaît une période qui coïncide parfaitement avec la description des crises selon Antonio Gramsci : « ces périodes où l'ancien n'est pas tout à fait mort et où le nouveau n'est pas tout à fait né ». À ce stade-ci, on pourrait se risquer à formuler, aussi difficile que cela puisse paraître, l'hypothèse que l'évolution en cours conduira à l'une des options suivantes : 1) l'imposition rapide et soudaine par le gouvernement, ou par certains de ses « mandataires » transnationaux, de l'ensemble des ajustements, ce qui en définitive l'emporterait sur la résistance publique sans grandes pertes politiques mais changerait le paysage social de l'Espagne, par la destruction des services publics, la redéfinition oligarchique du contrat social, l'appauvrissement de large segments de population et l'adaptation à un rôle périphérique

au sein de la division européenne du travail; 2) l'adoption partielle de certaines des revendications sociales mais de manière superficielle : changement uniquement des éléments mineurs du régime politique mais maintien de ses éléments centraux, et en parallèle, la négociation de mesures d'adaptation modérées et dont l'impact dépendrait de la force des partenaires lors des négociations; 3) l'expression du mécontentement et de la résistance face à l'austérité et aux réductions des dépenses sociales, de telle sorte qu'un nouveau consensus populaire démocratique portant sur une rupture plus ou moins complète avec le programme d'austérité émergera, introduisant des mesures menant à un plan de secours social urgent pour la majorité pauvre et au rétablissement de la souveraineté populaire, entraînant de profondes conséquences pour le modèle économique, et en définitive, une distribution plus équitable des fardeaux de l'économie actuelle et de la crise fiscale.

*Les opinions exprimées dans cette article sont celles de l'auteur et elles ne reflètent pas nécessairement les opinions du Comité de Gestion d'ICSW.*

### **Quand les esprits se rencontrent, les coeurs aussi ? L'UNICEF et le FMI trouvent un terrain d'entente sur la protection sociale**

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) est une organisation des droits de l'homme et son travail sur la protection sociale repose sur une approche du développement fondée sur les droits de l'homme. L'approche de la Banque Mondiale sur la protection sociale se focalise sur la mise à disposition d'un soutien aux revenus ciblé et d'un accès aux services sociaux de base pour les groupes de populations les plus pauvres et ceux nécessitant une aide après des ralentissements économiques ou d'autres événements qui posent des risques majeurs. Néanmoins, les deux organisations font des efforts pour repérer des domaines de collaboration potentielle, créant ainsi une structure commune pour aider les pays à se développer ou pour renforcer plus en profondeur leurs systèmes de protection sociale. Ayant récemment dévoilé des documents sur la protection sociale- le rapport de l'UNICEF s'intitule Cadre Stratégique sur la Protection Sociale (<http://www.unicef.org/socialprotection/framework>) et celui de la Banque mondiale, *Résilience, égalité et opportunité : La Banque Mondiale 2012-2022 Stratégie sur la Protection Sociale et le Travail* ([http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1274453001167/7089867-1279223745454/7253917-1291314603217/SPL\\_Strategy\\_2012-22\\_FINAL.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1274453001167/7089867-1279223745454/7253917-1291314603217/SPL_Strategy_2012-22_FINAL.pdf)) -les deux agences cherchent à trouver un terrain d'entente et à gagner en cohérence, en particulier au niveau des pays. Un message commun à l'UNICEF et à la Banque Mondiale- l'importance de la construction de systèmes de protection sociale intégrés- s'est fait jour, après que le récent webinaire entre les deux organisations s'est attelé à explorer des points d'intérêt commun entre les deux agences dans le cadre de l'organisation des systèmes de protection sociale sur le terrain.

Bien qu'on dénote une certaine réticence devant l'absence de solution « taillée sur mesure » et devant le fait qu'aucune des deux organisations ne soit prête à indiquer aux pays une voie spécifique à suivre, les deux agences s'efforcent de garantir un soutien coordonné et un message cohérent aux pays, sans tenir compte de leurs mandats particuliers. De plus, elles se fixent l'objectif d'engager d'autres partenaires stratégiques

dans des systèmes intégrés de travail. Il faut avouer que la théorie des systèmes intégrés est de mieux en mieux explorée, contrairement à ce que les données actuelles laissent croire, mais on espère que les pratiques émergentes joueront un rôle tant dans le cadre de la pensée stratégique que dans celui des politiques réalistes. Les deux agences s'inquiètent de voir, ces dernières années, une prolifération des programmes de protection sociale, souvent fragmentés et sans grande coordination voire pas du tout, ce qui peut compromettre l'efficacité et l'efficacite de leur action. Par conséquent, il est important que les systèmes soient empreints d'une cohérence interne- aux niveaux des politiques, des programmes et des administrations- et d'une cohérence externe dans les cas où d'autres secteurs sont impliqués. Les deux organisations prévoient de collaborer sur la collecte d'informations, sur l'identification des outils et sur l'échange de connaissances.

La question soulevée lors des discussions émanant du webinaire, qui concernaient la corrélation entre l'approche suggérée et l'Initiative pour un Socle de Protection Sociale a été abordée et a obtenu une réponse. Le travail commun sur les systèmes envisage de soutenir la mise en oeuvre de l'initiative pour le Socle de protection sociale, surtout en ce qui concerne les directives sur la manière dont rendre le Socle de protection sociale opérationnel. Les équipes de l'UNICEF comme celles de la Banque Mondiale ne cachent pas leurs attentes : elles espèrent que leur travail au renforcement de la coopération inter-institutions sur les systèmes intégrés, par leur adhésion à l'Association pour la Coopération Inter-Institutions sur la Protection Sociale, servira à inciter d'autres partenaires à collaborer à SPARCS (Formulation sur la Protection Sociale des Résultats et Systèmes de Pays)-une plateforme visant au développement d'instruments communs et de méthodologies pour l'évaluation des systèmes de protection sociale.

### **Médias sociaux et engagement civique**

Les délégués de la 128e Assemblée de l'UIP se sont réunis à Quito en Équateur du 22 au 27 mars 2013 et ont adopté une résolution qui incite les parlements à se servir des médias sociaux dans le but de mieux informer les citoyens et de mieux s'engager avec eux mais aussi de protéger le droit à la liberté d'expression sur le web et en dehors. Cette résolution soulignait également qu'un internet gratuit, ouvert et accessible constitue à la fois un droit de l'homme fondamental et un outil pour l'engagement civique. Les parlementaires ont également dû assumer la responsabilité d'assurer aux citoyens l'accès à des communications en ligne gratuites et sécurisées. La résolution résultait de la publication par l'UIP de sa toute première série de directives sur les réseaux sociaux, à l'intention des membres du Parlement et du personnel parlementaire. Disponible gratuitement en ligne, cette publication a pour but d'encourager un usage plus fréquent et plus efficace des médias sociaux par les parlements et politiciens, et de donner des conseils aux personnes responsables de la gestion des chaînes de médias sociaux. Les directives permettent de définir la portée et le but des médias sociaux pour les parlements, et servent en même temps de référence aux bonnes pratiques en matière d'engagement civique. Le Rapport mondial e-Parlement a estimé qu'à la fin 2012, un tiers de tous les parlements utilisait déjà les médias sociaux et un autre prévoyait d'en faire autant.

### **Ressources et liens utiles**

Pour les directives sociales mentionnées ci-dessus, veuillez cliquer :

<http://www.ipu.org/PDF/publications/SMG2013EN.pdf>

Pour le Rapport mondial sur l'e-Parlement, le lien est le suivant:

<http://www.ipu.org/english/surveys.htm#e-parl2012>

Le contenu de cette Newsletter mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :  
ICSW, P.O. Box 28957, Plot 4, Berkeley Lane, Off Lugard Avenue,  
Entebbe, Ouganda  
Tél. : +1 718 796 7417, +256414321150  
Email : [szelenev@icsw.org](mailto:szelenev@icsw.org), [icsw@icsw.org](mailto:icsw@icsw.org)  
Site web [www.icsw.org](http://www.icsw.org);

Traduction française: Ohrem Stephanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci de cliquer 'ici' en nous communiquant votre nom et adresse mail